



INITIATIVES LOCALES

Le cluster Grand Paris Sport sur les rails

La cérémonie de lancement du cluster, le 16 mai dernier au Génomètre d'Evry, en présence de Tony Estanguet, président du comité d'organisation des JO, marque l'entrée du projet dans sa phase opérationnelle.

Le grand cluster du sport devait couronner la naissance du Grand Stade de rugby, prévu sur les communes de Ris-Orangis et de Bondoufle. Finalement, ce dernier ne verra pas le jour. Pour autant, son abandon n'a pas signé l'arrêt de mort du projet, censé fédérer entreprises, scientifiques, médecins et collectivités territoriales, autour du sport. L'Essonne, bien que n'ayant obtenu aucun équipement pour les JO de 2024, reste bien déterminé à devenir un territoire-pilote en la matière. Pour y parvenir, le conseil départemental et la communauté Grand Paris Sud comptent sur l'appui de plusieurs grandes entreprises du numérique, universités et instituts de recherche installés sur le territoire. Nokia France, Télécom Sud-Paris et l'Ensiie ont déjà répondu présents pour travailler ensemble. Une association, Cluster Grand Paris Sport, a vu le jour en juillet 2017 pour fédérer les initiatives. L'idée est de promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine sportif... en partant du postulat que ces pratiques s'exercent de plus en plus de façon autonome, hors cadre associatif. « Malgré les 13 milliards injectés chaque année par la puissance publique dans le mouvement sportif, ce dernier a de plus en plus de mal à se réinventer. Il faut trouver de nouveaux moteurs d'innovation », assure Hakim Khellaf, président délégué de l'association Cluster Grand Paris Sport et cheville ouvrière du projet. Magistrat à la Cour des comptes, an-

cienn président de la ligue de judo de l'Essonne et enseignant en ZEP, Hakim Khellaf a été également dirigeant territorial du département de l'Essonne, directeur général de l'université d'Evry, avant de devenir membre des cabinets Ayrault et Valls en tant que conseiller sport et jeunesse. Un parcours multicarte qui a joué pour fédérer les différents acteurs.

Premières initiatives

Une première unité mixte de recherche dédiée au sport est en voie de création à l'université Evry-Val d'Essonne Paris-Saclay. Elle devrait être la première en France à travailler à la fois sur les thématiques de performance sportive des athlètes de haut niveau et de relations entre pratique sportive et santé. D'autres acteurs, notamment le Génomètre et l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA) sont également partenaires du cluster. Le Nokia Garage Paris-Saclay, sur le site de Nozay, est quant à lui déjà envisagé pour servir de premier lieu d'expérimentation du cluster. Des outils numériques (pour optimiser son activité sportive ou améliorer l'utilisation des infrastructures sportives des villes) y seraient notamment testés. L'Ensiie et Télécom Sud Paris pourront également s'appuyer sur leur incubateur commun IMT Starter (avec Télécom Ecole de Management), créé pour favoriser le lancement de jeunes entreprises innovantes dans le secteur. « On peut établir une analogie entre ce

projet et la naissance du Génomètre. On est partis de quelques briques pour aboutir à une sorte de « Genetic Valley ». Cette fois, selon une étude que nous avons menée, 1,5 à 2 point de PIB supplémentaire pourrait être apporté par l'industrie sportive, si cette dernière était bien repensée », estime Stéphane Raffalli, maire de Ris-Orangis, vice-président de Grand Paris Sud.

Parallèlement le département s'est aussi fixé la tâche d'accompagner les programmes nationaux d'incitation de la population à la pratique sportive. « L'Etat compte sur l'élan des JO de 2024 pour accroître de trois millions le nombre de pratiquants sportifs dans le pays. Nous souhaitons participer activement à cette tâche », exprime François Durovray, président du conseil départemental de l'Essonne, qui rappelle au passage, qu'avec ses 300.000 licenciés et la présence de deux fédérations (rugby et squash), l'Essonne est un grand département sportif. Plusieurs des grands chantiers du cluster, notamment la mise en place d'un campus de formation aux métiers du sport de niveau international et la création d'une « Cité des sports » regroupant des projets de développement portés par les fédérations sportives, devraient directement contribuer à cette mission. ■

par Alain Piffaretti

